



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

construction aéronautique

Question au Gouvernement n° 154

Texte de la question

NOUVELLES COMMANDES D'AIRBUS

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Léonard.

M. Jean-Louis Léonard. Ma question s'adresse à M. le secrétaire d'État chargé des transports. Au risque de surprendre ceux qui nous écoutent, je vous signale, mes chers collègues, qu'il y a aussi d'excellentes nouvelles en France ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Vous rentrez, monsieur le secrétaire d'État, du salon aéronautique de Dubaï, où Airbus vient de signer une commande historique - je dis bien historique - de soixante-dix A 350 et onze A 380 par la Compagnie Emirates. S'y ajoute une commande de soixante-dix A 320 et trente A 350 par la compagnie Dubaï Aerospace. N'est-ce pas une bonne nouvelle ?

M. Maxime Gremetz. Pourquoi ne pas supprimer le plan Power 8 ?

M. Jean-Louis Léonard. Ces commandes, qui complètent celle, récente, du Qatar, sont un succès considérable pour l'avionneur européen, dans lequel, vous le savez, la France joue un rôle prépondérant. Elles assurent le succès des deux avions les plus modernes du monde. Surtout, elles constituent le socle d'un plan de charge à moyen et long terme. C'est donc une source d'espoir pour la filière, inquiète de bruits médiatiques récents - que cette assemblée ne s'est pas privée de répercuter - et de la nécessaire restructuration d'Airbus. Je pense bien entendu aux salariés de l'entreprise...

M. Maxime Gremetz. Lesquels ?

M. Jean-Louis Léonard. ...mais aussi à tous les sous-traitants, du Sud-Ouest et d'ailleurs, soumis au plan Power 8 et qui s'inquiètent de ses conséquences.

Monsieur le secrétaire d'État, vous qui avez vécu en direct ce succès commercial, pouvez-vous nous en préciser les conséquences en termes de plan de charge, d'emploi et de chiffre d'affaires, et nous dire en quelques mots ce que l'État français, actionnaire d'EADS, donc d'Airbus, envisage comme partenariat avec la filière pour lui permettre d'être compétitive dans cet immense défi technologique et commercial de portée internationale ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des transports.

M. Dominique Bussereau, *secrétaire d'État chargé des transports*. Vous avez raison, monsieur Léonard, cette commande par Emirates de cent vingt A 350, qui ne voleront que dans quelques années, et de onze A 380, qui représente environ 23 milliards d'euros, est une commande exceptionnelle.

Vous l'avez également rappelé, un fonds d'achat de Dubaï Aerospace a pour sa part commandé cent vingt A 350. S'y ajoutent la commande passée ce matin même par la compagnie yéménite, la commande d'Oman Air de cinq A 330, et celle d'une compagnie pakistanaise de huit A 320. Ainsi, en trois jours, dans le cadre de ce salon qui n'est pas terminé, l'industrie européenne - donc française - a réalisé 290 commandes et 70 options.

Je crois que nous pouvons applaudir les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers d'Airbus, dont c'est le succès. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Nous avons été heureux, Hervé Morin, Hervé Novelli et moi-même, de le partager à Dubaï.

Tout ne sera pas facile pour autant, car les commandes se font en dollars, dont vous connaissez le cours par rapport à l'euro. C'est donc une prouesse industrielle qui va être demandée à EADS et à Airbus.

Airbus a enregistré à ce jour 1 156 commandes, ce qui lui assure, monsieur Léonard, six années complètes de

plan de charge. Le Premier ministre avait annoncé dans la région PACA un plan d'action pour la sous-traitance. Nous allons pouvoir le mettre en oeuvre entièrement, ce qui signifie, dans toutes les régions de France et dans tous les pôles aéronautiques, des embauches, plus d'emplois, pour Airbus et pour tous les sous-traitants,...

M. Maxime Gremetz. C'est du pipeau !

M. le secrétaire d'État chargé des transports. ...et une grande réussite pour notre industrie ! Cela méritait d'être dit devant l'Assemblée nationale ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Léonard](#)

Circonscription : Charente-Maritime (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 154

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 novembre 2007